

Communiqué du mardi 18 juin 2024

Législatives : « La Fnaut interpelle les candidats »

À l'heure où s'élaborent les programmes des partis politiques pour les élections législatives, la Fédération nationale des associations d'usagers de transports (Fnaut) observe que le sujet de la mobilité est quasiment absent, que les débats et décisions des années précédentes sont ignorés et que s'installe une période d'incertitude sur les chantiers engagés.

Les besoins des usagers sont considérables

Avec une offre inférieure de 20% à la demande, les usagers réclament plus de trains du quotidien, plus de trains Intercités, plus de trains de nuit et plus de TGV. Offrir davantage de sillons est la première urgence. SNCF Réseau doit en avoir les moyens pendant la législature à venir. De même, les Autorités organisatrices qui veulent acheter davantage de matériel ferroviaire se heurtent à des constructeurs incapables de répondre à leurs besoins au moins à court terme.

Les usagers veulent également que leurs déplacements soient facilités, qu'il s'agisse d'être informés de l'offre, des conditions générales de vente, d'acheter ou d'échanger ses titres de transport (cf. les 23 propositions de la Convention collective des usagers de la Fnaut : <https://www.fnaut.fr/convention-collective-de-lusager-p-perennes-trans-missions/>), qu'il s'agisse enfin de la compréhension des systèmes tarifaires, des abonnements, des promotions, mais aussi du problème grave des correspondances qui ne seront plus assurées.

Des promesses nombreuses et des chantiers inachevés ou peu engagés

Tous les acteurs, État, Régions, Autorités organisatrices, gestionnaires d'infrastructures, opérateurs et usagers s'accordaient sur le besoin d'investissement de 100 milliards d'euros sur 10 ans.

La programmation de ces investissements – pour le moment tombée aux oubliettes – est indispensable au système ferroviaire car le « fer » est la seule réponse rapide et efficace à la décarbonation des transports. Cette offre ferroviaire doit permettre aux citoyens d'arbitrer à 5 ans pour changer de voiture et opérer un transfert modal vers les transports publics plus vertueux.

Les concertations entre l'État et les Régions ont permis de lancer le Pass Rail à titre expérimental, celles-ci doivent se poursuivre et s'élargir à toutes les régions et à davantage de publics.

Les responsabilités des nouveaux élus vont être lourdes pour offrir des solutions de mobilité peu coûteuses au plus grand nombre en maillant le territoire, espaces ruraux et aires urbaines dont les métropoles au sens large avec les Services Express Régionaux Métropolitains (SERM). À cette fin, revoir le modèle économique des mobilités en clarifiant ceux qui sont subventionnés et ceux qui ne le sont pas est nécessaire et doit déboucher sur la conférence nationale de financement des mobilités (SERM, mobilités régionales, modes doux, vélo et piétons).

L'argent étant rare, la Fnaut insiste pour que les aides (qu'il s'agisse de la gratuité ou de la baisse des taxes automobiles) soient ciblées et modulées sur les populations qui ont besoin d'être aidées mais ne s'étendent pas à ceux qui peuvent financer leur mobilité. On se souvient des 8 milliards d'aides estivales pour baisser le prix des carburants qui ont cruellement fait défaut aux investissements dans les infrastructures ferroviaires.

La Fnaut réclame une vision nationale ambitieuse des mobilités avec le ferroviaire, comme épine dorsale de celles-ci, et sur laquelle s'agrègent les mobilités essentielles assurées par les transports publics et les modes doux. Elle insiste sur le fait que seule la concertation permanente et à tous les niveaux avec les associations d'usagers permet de répondre finement aux besoins des populations urbaines, péri-urbaines, régionales et nationales.

Contact presse : Nina Soto, nina.soto@fnaut.fr - 07 67 78 06 24